



# FNDT

## FÉDÉRATION NATIONALE DU TAXI

Pendant que tous les français attendent de savoir si nous serons à nouveaux confinés, le gouvernement, probablement guidé par les multinationales du numérique qui n'ont fait que s'enrichir depuis l'arrivée du COVID, publie 2 décrets en une semaine pour mettre sérieusement à mal le statut de salarié.

Pour explication :

Nous venons de prendre connaissance du Décret no 2020-1284 du 22 octobre 2020 relatif aux modalités d'application de la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique.

A la lecture de ce texte, nous émettons des réserves et constatons une volonté farouche du gouvernement de favoriser des plateformes basées bien souvent à l'étranger et non soumises aux diverses contributions sociales et fiscales de notre pays.

Il s'agit bien là de distorsion de concurrence à nos yeux et d'un contournement des règles ayant pour seul but l'impossibilité de prouver le salariat déguisé.

Nos entreprises sont soumises à des règles bien précises et ne peuvent distribuer à la carte la protection sociale à leurs employés. Pour les plateformes ce sera le cas.

Avec ce texte, c'est la porte ouverte à bien des abus, ce qui risque à terme, de mettre à mal l'ensemble des petites entreprises françaises avec un coût du travail nettement supérieur.

Autre sujet de préoccupation le Décret no 2020-1300 du 26 octobre 2020 fixant les conditions dans lesquelles les plateformes de mobilité informent les travailleurs de la distance des courses et du prix minimal garanti pour chaque prestation.

Là aussi, n'est-ce pas au prestataire de fixer son prix s'il a le statut de travailleur indépendant ?

2 textes en 4 jours, pour favoriser clairement des multinationales du numérique dont certaines ont vu leurs chiffres d'affaires exploser ces derniers mois avec la crise sanitaire alors que nos entreprises sont au bord du gouffre.

Ne parions pas sur l'avenir en pensant que ces textes ne toucheront que les entreprises liées au transport de personnes ou de service de livraison. Demain, ce sera le tour de tous car l'économie numérique se développe dans tous les domaines.

C'est une attaque en règle contre le statut des salariés mais aussi des entreprises.

Nous ne devons pas laisser ceux qui se prétendent de simples intermédiaires guider le gouvernement à la publication de textes qui leur sont plus que favorable.

**Le gouvernement détourne notre attention avec cette pandémie  
Il est temps de réagir et de dire stop !**

Didier HOGREL